

# La solution n'est pas le socialisme, mais le capitalisme associé à une meilleure répartition des bénéfices de la révolution de la productivité

Robert Reich

6 mai 2012

La victoire de François Hollande n'est pas, et ne doit pas être vue, comme un mouvement vers le socialisme en Europe ou ailleurs. Le socialisme n'est pas une réponse aux problèmes de fond auxquels sont confrontés les pays industrialisés.

La solution réside en fait dans une réforme du capitalisme. **La révolution de la productivité au niveau mondial ne s'est traduit pas en une volonté politique de mieux répartir les bénéfices qu'elle a engendrés** dans les pays industrialisés, avec pour conséquence une aggravation des inégalités, associée à une faible croissance et à un chômage de masse durable.

Aux États-Unis, la majeure partie des fruits des gains de productivité vont dans la poche des 1% les plus riches, et la part de la population ayant un emploi est à son niveau le plus bas depuis plus de 30 ans, à une époque où la majorité des femmes n'avaient pas accédé au marché du travail.

Les inégalités grandissent en Europe, ainsi que le chômage chronique. L'Europe découvre qu'elle n'est plus en mesure d'offrir des systèmes de protection sociale généreux aux exclus du marché du travail.

En Chine, le pouvoir d'achat des consommateurs augmente, or la consommation continue de décliner par rapport au PIB et les inégalités explosent. L'élite chinoise adopte le comportement de consommation ostentatoire des nantis occidentaux.

Les ordinateurs, les logiciels et Internet, utilisés pour produire pratiquement tout dans une économie moderne, sont au cœur de la révolution de la productivité. **Les travailleurs sont remplacés partout** : par des machines-outils et robots numériques dans les usines ; par des applications logicielles dans les bureaux ; par des applications toujours plus sophistiquées ; et par Internet dans le secteur des communications et des transports.

Certains emplois continuent d'être délocalisés vers les pays en développement, où les salaires sont très faibles, **mais ce n'est pas la principale cause explicative de la tendance actuelle**. Ces emplois représentent une part si faible des coûts de production qu'il est en train de devenir plus intéressant pour les entreprises d'en réaliser une plus grande partie à l'aide d'ordinateurs et de logiciels dans leur locaux, et même de relocaliser une partie de ces emplois.

Les consommateurs des pays riches bénéficient un peu de la révolution de la productivité, par les baisses de prix ou par une hausse de valeur pour le même prix – on le voit par exemple à l'évolution des prix des téléviseurs couleur, des communications téléphoniques internationales et des vols internationaux.

Cependant la plupart des bénéfices vont aux actionnaires des sociétés et au nombre relativement faible de personnes très douées - ou très chanceuses et ayant un bon carnet d'adresses - que sont les managers, ingénieurs, concepteurs et experts juridiques ou financiers, sur lesquels reposent les prises de décisions stratégiques relatives aux choix et aux méthodes de production de ces sociétés.

De plus en plus, grâce aux stock-options et aux bonus, les actionnaires et les 'doués' sont les mêmes personnes. Alors que de nombreux individus possèdent indirectement des actions via leurs fonds de pension et systèmes d'épargne de retraite, 90% de la valeur des actifs financiers aux États-Unis appartiennent aux 10% les plus riches de la population.

Dans le même temps, un grand nombre de travailleurs sous-payés dans le secteur des services vendent un confort, une attention personnalisée – un service que les logiciels ne peuvent pas rendre – dans les secteurs hospitaliers, dans l'hôtellerie et dans la vente au détail (ces trois secteurs représentent l'essentiel de la création d'emploi aux États-Unis depuis 2009). Les autres – travailleurs temporaires, en CDD, à temps partiel et sous-employés - trouvent ce qu'ils peuvent. Le chômage progresse constamment.

Le problème n'est pas que la révolution de la productivité ait causé le chômage et le sous-emploi. **Le problème est que les fruits de cette productivité n'ont pas été partagés**. Qu'il y ait moins de travail n'est pas une mauvaise chose en soi. La plupart des gens préfèrent profiter de leurs loisirs. Une révolution de la productivité telle que nous la vivons devrait permettre de passer moins de temps au travail, au bénéfice des loisirs.

Le problème vient de la répartition des bénéfices de la révolution de la productivité. Une grande part de la population ne gagne pas sa vie aussi bien que ce qu'une telle révolution devrait permettre. Elle ne peut profiter du temps de 'loisir' qu'elle subit par le chômage.

Ce problème ne concerne pas seulement ces catégories de population, mais l'économie toute entière puisqu'une part croissante de la population n'a pas un pouvoir d'achat suffisant pour entretenir l'activité. Aux États-Unis, la consommation représente 70% de l'activité économique. **Si pris dans leur ensemble, les consommateurs ne peuvent plus acheter les biens et services générés par la révolution de la productivité, l'économie est entravée.** La croissance est anémique et le niveau de chômage reste élevé.

C'est pourquoi la politique de l'offre, qui prévoit des réductions d'impôts pour les plus riches, est contre-productive. Les entreprises et les plus riches n'ont pas besoin de réductions d'impôts supplémentaires : ils nagent dans l'argent. Ils n'investissent pas dans des augmentations de capacités de production et dans l'emploi parce qu'il **n'existe pas pour eux de marché suffisant pour absorber des biens et services supplémentaires ; de tels investissements ne seraient donc pas rentables.**

Mais une stimulation keynésienne supplémentaire ne réglerait pas non plus le problème de fond. Bien que de nouvelles dépenses gouvernementales ont permis de partiellement combler le recul de la consommation lié au chômage et aux baisses de revenus, cette politique ne peut être une solution durable. Même si les plus riches payaient plus d'impôts, les déficits exploseraient rapidement. Accroître l'investissement public dans les infrastructures et la recherche et développement peut rendre l'économie plus productive, mais **une augmentation de la productivité ne va pas forcément dans le bon sens si une part croissante de la population n'est pas capable de l'absorber.**

Alors que faire ? Nous pouvons tirer les leçons de notre propre histoire :

Le bond précédent des gains de productivité s'est produit entre 1870 et 1928. Les machines à vapeur et l'électricité ont permis la production en masse des innovations technologiques de la première révolution industrielle par des entreprises géantes bénéficiant d'énormes économies d'échelle, et une large dissémination des produits par l'intermédiaire d'un réseau ferroviaire en expansion. Cette phase s'est brutalement terminée avec le krach de 1929. La concentration des revenus et des richesses au sommet (dans les mains des propriétaires et bailleurs de fonds de ces grandes industries) était devenue telle **que la majeure partie de la population ne pouvait plus acheter ces nouveaux produits et services sans s'enfoncer dans l'endettement**, ce qui a conduit à une bulle qui ne pouvait qu'éclater avec fracas.

Si ça vous rappelle quelque chose, c'est normal. Un processus similaire s'est produit entre 1980 et 2007, quand la révolution de la productivité engendrée par l'apparition des ordinateurs, des logiciels et enfin d'Internet a donné naissance à une nouvelle économie et permis l'émergence de nouvelles grandes fortunes. (Ce n'est pas une coïncidence si 1928 et 2007 sont les deux maximums historiques de concentration de revenus enregistrés aux États-Unis au cours des 100 dernières années, les 1% les plus

riches captant 23% de l'ensemble des revenus à ces deux dates).

Mais il y a une grande différence. **Durant la Dépression des années 1930, le pays s'est réorganisé de façon à ce que les bénéfices de la croissance soient bien mieux répartis.** Le *National Labor Relations Act* de 1935 (Loi Nationale sur les Relations au Travail) a reconnu les droits des syndicats dans les négociations collectives, et a imposé aux employeurs de négocier en toute bonne foi. Dans les années 1950, un tiers des travailleurs aux États-Unis étaient syndiqués, ce qui a constitué un levier puissant dans les négociations sur la répartition des profits de la croissance.

Dans le même temps était mis en place un 'filet de sécurité' constitué par le droit à la retraite, l'assurance-chômage, l'assurance-maladie et pour les accidents du travail. La semaine de 40 heures, avec une rémunération des heures supplémentaires à 150%, a aussi aidé à mieux partager le travail et répartir les bénéfices, comme l'a fait aussi l'instauration d'un salaire minimum. En 1965, les systèmes Medicare et Medicaid (couverture santé pour les personnes âgées et les plus démunis) ont étendu l'accès aux soins. Enfin, la mise en place d'un impôt progressif sur le revenu, allant bien au delà des 70% pour les plus hauts revenus, a aussi permis une répartition plus juste des bénéfices.

**Cette fois-ci, cependant, le pays n'a pas adopté de mesures similaires.** Bien au contraire : une droite renaissance réclame toujours plus de réductions d'impôts pour les entreprises et les plus riches, ainsi que d'énormes réductions des dépenses publiques qui vont détruire ce qu'il reste de nos systèmes sociaux – les différentes couvertures sociales, Medicare et Medicaid, un recul des droits pour les organisations syndicales, une poursuite de la dérégulation des marchés du travail, et un abaissement (ou la suppression) du salaire minimum.

C'est tout simplement absurde.

Et c'est la raison pour laquelle la seconde administration Obama, s'il devait y en avoir une, devra s'attacher à mettre en œuvre une répartition plus large des gains de la croissance. Cela ne signifie pas qu'il y ait de 'redistribution' des riches vers les pauvres, comme dans un jeu à somme nulle. Cela ne signifie pas passer au socialisme. Les riches gagneront plus en jouissant d'une part plus réduite d'une économie solide et croissante qu'ils ne le font aujourd'hui en possédant une grande part d'une économie atone.

Cela demandera une vraie réforme fiscale - pas seulement une réforme minimal comme celle suggérée par Warren Buffet – mais la mise en place de taux marginaux d'imposition bien plus élevés, et une augmentation du nombre de tranches pour les revenus les plus élevés, avec une harmonisation de l'imposition des revenus du capital et de ceux du travail. Cela passera également par l'élargissement du

crédit d'impôt sur les revenus du travail, dont bénéficie déjà largement la classe moyenne. Cela permettra à beaucoup d'Américains de passer aux 35 heures sans perte de revenus, permettant ainsi la création d'emplois supplémentaires.

Le Medicare devra aussi être généralisé, à la place d'un système d'un coût absurde reposant sur des assureurs et prestataires privés.

Cela exigera de limiter les rémunérations des hauts dirigeants des entreprises, et de donner plus de pouvoir aux travailleurs afin qu'ils obtiennent une meilleure répartition des profits. Le *Employee Free Choice Act* (Loi sur le Libre Choix des Salariés) devra figurer explicitement dans le programme de ce second mandat.

Des limites strictes devront être imposées pour contrer le comportement irresponsable et vorace de Wall Street, dont nous avons tous souffert. Le Glass-Steagall Act (séparation des banques de dépôt et d'investissement) devra être remis en place (la règle « Volcker » n'a pas de portée en pratique), et les grandes banques devront être démantelées.

Un meilleur système d'éducation publique devra être mis en place – y compris pour l'école maternelle – et être accessible à l'ensemble de notre jeunesse.

Nous n'avons pas besoin du socialisme. Nous avons besoin d'un capitalisme qui marche pour la grande majorité de la population. **La révolution de la productivité devrait rendre nos vies meilleures – et non pas appauvrir et précariser notre société. Et elle le fera quand nous aurons la volonté politique de partager les bénéfices qu'elle apporte.**

Traduction de <http://robertreich.org/post/22542609387>